

RCS : TOURS Code greffe : 3701

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de TOURS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1989 B 00219 Numéro SIREN : 349 786 897 Nom ou dénomination : JOUE DISTRIBUTION

Ce dépôt a été enregistré le 28/09/2022 sous le numéro de dépôt 10650



Grégoire BUNOT

Marc SOUCARRE

Christian PALVADEAU

Experts - comptables associés
Commissaires aux comptes

Geneviève DURANTEAU

Rachel VIOLIN

Experts - comptables associées

Laurence GOYEC

Expert - comptable

Thomas BASTHISTE

Commissaire aux comptes

Cabinet Vilaine et Associés

Société civile d'expertise comptable et de commissariat aux comptes
Inscrite au tableau de l'Ordre de la Région des Pays de Loire
Membre de la C.R.C.C. Ouest Atlantique

JOUE DISTRIBUTION

55 Route de Monts
37300 JOUE LES TOURS

S.A.S. au capital de 400 000 €
R.C.S. TOURS 349 786 897

COMPTES ANNUELS

Exercice du 1^{er} Février 2021 au 31 Janvier 2022

Comptes certifiés conformes

DocuSigned by:

M. Genais M.R.(H.M.)

1A52D8A1A8A34D4...



Grégoire BUNOT

Marc SOUCARRE

Christian PALVADEAU

Experts - comptables associés
Commissaires aux comptes

Geneviève DURANTEAU

Rachel VIOLIN

Experts - comptables associées

Laurence GOYEC

Expert - comptable

Thomas BASTHISTE

Commissaire aux comptes

Cabinet Vilaine et Associés

Société civile d'expertise comptable et de commissariat aux comptes
Inscrite au tableau de l'Ordre de la Région des Pays de Loire
Membre de la C.R.C.C. Ouest Atlantique

COMPTE-RENDU DE MISSION

Conformément à la mission qui nous a été confiée par le Président de la société et qui a fait l'objet de notre lettre de mission en date du 14/02/2020, nous avons effectué une mission de présentation des comptes annuels de la **S.A.S. JOUE DISTRIBUTION** relatifs à l'exercice du **1^{er} Février 2021 au 31 Janvier 2022**.

Ces comptes annuels sont joints au présent compte rendu ; ils se caractérisent par les données suivantes :

■ Total du bilan	40 827 095 €
■ Chiffre d'affaires	69 168 429 €
■ Perte nette comptable	- 40 436 €

Nous avons effectué les diligences prévues par la norme professionnelle du Conseil Supérieur de l'Ordre des Experts-Comptables applicable à la mission de présentation des comptes, qui ne constitue ni un audit ni un examen limité.

Fait à Saint-Herblain,

Le 03/05/2022

Christian PALVADEAU

Fabienne POHARDY



BILAN

ACTIF	Clôture au 31/01/22 Durée 12 mois			Clôture au 31/01/21 Durée 12 mois
	B R U T	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	N E T	N E T
ACTIF IMMOBILISE	38 963 192	10 889 760	28 073 431	30 308 812
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (1)	1 158 669	109 122	1 049 546	1 060 815
CONCESS., BREVETS, DROITS SIMILAIRES	133 730	109 122	24 607	35 876
FONDS COMMERCIAL (1)	1 024 939		1 024 939	1 024 939
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	36 743 179	10 780 637	25 962 541	28 209 064
TERRAINS	2 104 639	198 290	1 906 349	1 976 317
CONSTRUCTIONS	27 786 685	7 170 080	20 616 604	22 009 074
INST TECHN, MATERIEL & OUTILLAGE	6 230 842	2 983 885	3 246 957	3 981 834
IMMOBILISATIONS CORPORELLES DIVERSES	619 949	428 381	191 567	240 775
IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS	1 062		1 062	1 062
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	1 061 343		1 061 343	1 038 932
PARTICIPATIONS	19 996		19 996	19 995
CREANCES RATTACH. A PARTICIPATIONS	58 723		58 723	98 232
TITRES IMMOBILISES DIVERS	774 601		774 601	717 599
PRETS	199 986		199 986	195 070
IMMOBILISATIONS FINANCIERES DIVERSES	8 035		8 035	8 035
ACTIF CIRCULANT	12 769 814	16 150	12 753 664	11 815 926
STOCKS ET EN-COURS	6 447 452		6 447 452	6 107 508
MATIERES PREMIERES, AUTRES APPROV.	42 632		42 632	30 256
MARCHANDISES	6 404 819		6 404 819	6 077 251
ACOMPTE VERSE SUR COMMANDES				18 607
CREANCES D'EXPLOITATION (3)	4 274 805	16 150	4 258 654	4 268 025
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	1 492 874	16 150	1 476 723	1 364 599
AUTRES CREANCES D'EXPLOITATION	2 781 931		2 781 931	2 903 426
CREANCES DIVERSES (3)	997 406		997 406	669 046
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	1 699		1 699	1 699
DISPONIBILITES	606 696		606 696	250 392
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE (3)	441 756		441 756	500 646
TOTAL GENERAL	51 733 007	10 905 911	40 827 095	42 124 739
(1) Dont droit au bail			95 000	95 000
(2) Dont à moins d'un an			1 690	3 756
(3) Dont à plus d'un an				



BILAN

PASSIF	Clôture au 31/01/22 Durée 12 mois	Clôture au 31/01/21 Durée 12 mois
CAPITAUX PROPRES	(22 637)	17 798
CAPITAL	400 000	400 000
PRIMES D'EMISSION, DE FUSION, D'APPORT	221 261	221 261
RESERVES	40 000	40 000
RESERVE LEGALE	40 000	40 000
REPORT A NOUVEAU	(643 462)	(689 773)
RESULTAT DE L'EXERCICE	(40 436)	46 311
<i>RAPPEL CAPITAUX PROPRES</i>	<i>(22 637)</i>	<i>17 798</i>
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	621 867	413 114
PROVISIONS POUR RISQUES	621 867	413 114
DETTES (1)	40 227 866	41 693 826
DETTES FINANCIERES (2)	31 777 203	33 555 592
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETS DE CREDIT (2)	27 934 721	29 352 184
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS	3 842 482	4 203 408
DETTES D'EXPLOITATION	8 287 908	7 967 955
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	6 343 935	6 334 318
DETTES FISCALES ET SOCIALES	1 785 790	1 489 970
AUTRES DETTES D'EXPLOITATION	158 182	143 667
DETTES DIVERSES	158 445	166 944
DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHES	107 986	108 128
AUTRES DETTES DIVERSES	50 459	58 816
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	4 308	3 333
TOTAL GENERAL	40 827 095	42 124 739
(1) Dont à plus d'un an Dont à moins d'un an	28 335 610 11 892 255	30 614 774 11 079 052
(2) Dont concours bancaires & soldes créditeurs de banques		84 686



COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 31/01/22 Durée 12 mois	Clôture au 31/01/21 Durée 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	69 472 943	66 409 357
VENTES DE MARCHANDISES	67 466 103	64 699 147
PRODUCTION VENDUE (BIENS)	40 660	16 468
PRODUCTION VENDUE (SERVICES)	1 661 664	1 400 024
<i>MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES</i>	<i>69 168 429</i>	<i>66 115 641</i>
REPRISES SUR PROVISIONS	62 112	51 122
TRANSFERTS DE CHARGES	200 149	203 945
AUTRES PRODUITS	42 252	38 649
CHARGES D'EXPLOITATION	69 112 274	66 463 791
ACHATS DE MARCHANDISES	51 011 131	48 411 122
VARIATION DES STOCKS	(312 728)	327 178
ACHATS DE MATIERES ET AUTRES APPROVISIONNEMENTS	198 384	151 820
VARIATION DES STOCKS	(12 375)	(3 331)
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES (*)	7 923 346	7 491 308
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	789 531	679 697
SALAIRES ET TRAITEMENTS	5 536 535	5 383 330
CHARGES SOCIALES	1 504 672	1 413 606
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS	2 365 284	2 500 900
DOTATIONS AUX PROVISIONS SUR ACTIF CIRCULANT	16 142	14 840
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES	52 237	45 283
AUTRES CHARGES	40 113	48 034
RESULTAT D'EXPLOITATION	360 669	(54 433)
PRODUITS FINANCIERS	21 195	14 435
PARTICIPATIONS	18 902	13 658
VALEURS MOBILIERES ET CREANCES DE L'ACTIF IMMOBILISE	2 200	522
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES DIVERS	92	254
CHARGES FINANCIERES	344 910	347 956
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	344 910	347 956
RESULTAT FINANCIER	(323 714)	(333 520)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	36 954	(387 953)



COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 31/01/22 Durée 12 mois	Clôture au 31/01/21 Durée 12 mois
PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS EN CAPITAL		480 000 480 000
CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPERATIONS EN CAPITAL		45 734 45 734
RESULTAT EXCEPTIONNEL		434 265
PARTICIPATION DES SALARIES	77 391	
<i>Total des produits</i>	69 494 139	66 903 793
<i>Total des charges</i>	69 534 575	66 857 482
BENEFICE NET COMPTABLE		46 311
PERTE NETTE COMPTABLE	(40 436)	
* Dont crédit-bail mobilier et immobilier		
Produits financiers concernant les entreprises liées	1 243	2 281
Charges financières concernant les entreprises liées	9 968	8 760

A N N E X E

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Face à une situation d'épidémie Covid-19 de portée internationale, la Direction de la société a suivi attentivement la situation et a adapté son fonctionnement en conséquence afin de respecter les mesures sanitaires (adaptation des postes de travail et mise en application des gestes barrières...)

La pandémie de Covid-19 ne remet pas en cause la continuité d'exploitation de la société et n'entraîne aucune correction de la valeur comptable des actifs et des passifs inscrits dans les présents comptes annuels.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Aucun événement postérieur à la clôture de l'exercice, pouvant avoir un impact significatif sur les comptes, n'est connu à la date d'arrêt des comptes annuels.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

En application du règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2018-07, le bilan et le compte de résultat sont établis conformément aux dispositions légales et pratiques comptables généralement admises, et dans le respect des principes comptables fondamentaux : prudence, continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables et indépendance des exercices.

Les principales méthodes comptables utilisées sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles

Les logiciels informatiques sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. Les amortissements sont calculés sur une durée de 1 à 5 ans.

Le fonds commercial est inscrit pour sa valeur d'apport suite à la fusion ; il n'a pas fait l'objet d'amortissement n'ayant pas de durée de vie limitée.

En application des dispositions du règlement A.N.C. n° 2015-06, un test de dépréciation a été mené sur la valeur du fonds commercial : aucune dépréciation n'a été détectée sur cette valeur, sa valeur actuelle étant supérieure à sa valeur nette comptable.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés suivant les modes linéaire et dégressif, en fonction de la durée d'utilisation prévue, et en accord avec les pratiques professionnelles du secteur d'activité suivantes :

- Agencements des terrains :	5 à 25 ans	- Matériel d'exploitation :	3 à 15 ans
------------------------------	------------	-----------------------------	------------

- Constructions :	10 à 25 ans	- Matériel de transport :	5 ans
- Agencements des constructions :	5 à 15 ans	- Matériel de bureau :	3 à 10 ans
- Agencements divers :	5 à 10 ans	- Mobilier de bureau :	3 à 10 ans

Compte tenu de l'absence d'écart significatif avec la dépréciation des immobilisations, l'amortissement dégressif n'a pas fait l'objet d'un retraitement en mode dérogatoire.

L'absence de visibilité sur les cessions de biens conduit à ne pas prendre en compte leurs valeurs résiduelles dans la base de calcul des amortissements.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur actuelle (vénale ou d'usage) est inférieure à la valeur nette comptable.

Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est comptabilisée du montant de la différence.

Stocks

Les stocks sont évalués au dernier prix de revient connu.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Pour les créances, une dépréciation est comptabilisée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

NOTES RELATIVES A CERTAINS POSTES DU BILAN

Capital

Le capital social se compose de 1 000 actions de 400 euros.

Fonds commercial

* Valeur d'apport de la S.A. ALOUETTE DISTRIBUTION	Fusion le 01.10.1997	929 939
* Droit au bail Drive	Acquisition le 14.02.2011	95 000
		1 024 939

Immobilisations	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	1 153 815	4 855		1 158 670
Immobilisations corporelles	36 640 541	102 638		36 743 179
Immobilisations financières - titres	737 594	57 003		794 597
Immobilisations financières - créances	301 338	8 673	43 265	266 746
	38 833 289	173 169	43 265	38 963 192

Amortissements	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	92 999	16 124		109 123
Immobilisations corporelles	8 431 477	2 349 160		10 780 637
	8 524 476	2 365 284 (*)		10 889 760
(*) Dont dotation :				
. linéaire		2 036 466		
. dégressive		328 818		
. exceptionnelle				

Provisions et dépréciations	DEBUT EXERCICE	DOTATIONS	REPRISES	FIN EXERCICE
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
Provisions pour risques et charges (1)	413 114	254 036	45 283	621 867
Dépréciations de l'actif immobilisé				
Dépréciations de l'actif circulant	16 838	16 142	16 829	16 151
	429 952	270 178 (*)	62 112 (*)	638 018
(*) Dont :				
. exploitation		68 379	62 112	
. financier				
. exceptionnel		201 799		

(1) La reprise sur provision pour risques et charges se ventile comme suit :

- montants repris parce qu'utilisés :	45 283
- montants repris parce que devenus sans objet :	-

Les provisions pour risques et charges correspondent :

- à un litige de la société coopérative nationale, à laquelle appartient la société, qui a été assignée par le ministre de l'économie et des finances devant le tribunal de Commerce de Paris, en vue d'obtenir la restitution de remises additionnelles perçues auprès des fournisseurs pour le compte de ses coopérateurs. La quote-part de remises additionnelles susceptible d'être reversées par la société s'élève à 100 k€. En mai 2021, le tribunal de commerce de Paris a débouté le ministre de l'Economie et

des Finances de toutes ses demandes mais ce dernier a fait appel. La provision pour risques et charges est donc maintenue ;

- à des réductions sur ventes accordées aux clients sur l'exercice et non utilisées à la clôture de l'exercice ; ces réductions sur ventes sont valorisées au coût de revient de l'avantage accordé et s'élèvent à 52 k€ ;
- au risque de non imputation sur l'impôt sur les bénéfices dans les 5 ans, de réductions d'impôts mécénat à hauteur de 470 k€.

Biens pris en crédit-bail**Néant****Créances : état des échéances**

	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	A PLUS D'UN AN
Créances de l'actif immobilisé	266 746	1 690	265 056
Acomptes versés sur commandes			
Créances d'exploitation	4 274 805	4 274 805	
Créances diverses	997 406	997 406	
Charges constatées d'avance	441 756	441 756	
	5 980 714	5 715 658	265 056

Dettes : état des échéances

	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	DE UN A CINQ ANS	A PLUS DE CINQ ANS
Concours bancaires courants (*)	16 934	16 934		
Emprunts bancaires (1)	27 917 787	3 418 753	11 637 866	12 861 168
Emprunts & dettes financières divers (2)	3 842 483	5 906	3 836 577	
Avances, acompte reçus sur commandes				
Dettes d'exploitation	8 287 908	8 287 908		
Dettes diverses	158 446	158 446		
Produits constatés d'avance	4 308	4 308		
	40 227 867	11 892 256	15 474 443	12 861 168

(*) Y compris intérêts courus sur emprunts bancaires 16 934

(1) Emprunts auprès des établissements de crédit souscrits en cours d'exercice 1 500 000

(1) Emprunts auprès des établissements de crédit remboursés en cours d'exercice 2 828 352

(2) Dont dettes souscrites auprès des associés personnes physiques et morales 3 824 903

Comptes rattachés et comptes de régularisation

Les charges à payer, produits à recevoir, charges et produits constatés d'avance ne nécessitent pas d'informations particulières.

Valeurs mobilières de placement

- Plus-value latente au début de l'exercice	-
- Plus-value latente à la fin de l'exercice	-

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**Chiffre d'affaires**

Il provient de l'exploitation d'un hypermarché, et de ventes sur internet à emporter et se ventile de la façon suivante :

	Hypermarché	Drive	Express	Total
- Ventes de marchandises	44 688 733	14 966 054	7 811 316	67 466 104
- Production vendue (biens)	30 921	9 740	-	40 661
- Production vendue (services)	1 100 457	442 782	118 425	1 661 665
	45 820 111	15 418 576	7 929 741	69 168 428

Il est réalisé exclusivement en France.

Ventilation de l'effectif moyen

L'effectif moyen correspond à la moyenne arithmétique des effectifs à la fin de chaque mois de l'exercice comptable. Les salariés employés à temps partiel sont « proratisés » et le personnel intérimaire n'est pas pris en compte. Les salariés à prendre en compte sont ceux définis à l'article L 130-1 du code de sécurité sociale.

Il se décompose ainsi :

- Cadres	13
- Agents de maîtrise	26
- Employés	181
	220

Rémunérations des dirigeants

Aucune rémunération n'est allouée aux mandataires sociaux.

Résultat exceptionnel**Néant****Participation des salariés**

Dans ce poste, figurent les sommes comptabilisées au titre de :

- La participation des salariés (ordonnance du 21/10/1986)	-
- L'intéressement des salariés (loi du 07/11/1990)	77 391
	77 391

Taux de l'impôt sur les bénéfices**Néant****Intégration fiscale**

A compter du 1^{er} février 2017, la société fait partie du groupe d'intégration fiscale de la société mère JLT SUD.
La charge d'impôt comptabilisée est égale à celle qu'elle aurait supportée en l'absence d'intégration fiscale.

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices**Néant****Situation fiscale latente**

Impôt sur les sociétés payé d'avance provenant des décalages dans le temps entre le régime fiscal et le traitement comptable de produits ou de charges :

- Situation au début de l'exercice (au taux de 26.5 %)	1 145
- Situation à la fin de l'exercice (au taux de 25.0 %)	1 588

La société dispose d'un déficit fiscal reportable de 2 602 562 €.

AUTRES INFORMATIONS**Dettes garanties par des sûretés réelles et personnelles**

L'ensemble des emprunts à moyen ou long terme contractés auprès d'établissements de crédit est garanti par des sûretés réelles (nantissement du fonds de commerce, privilège de prêteur de deniers, mandat d'hypothéquer à première demande) à hauteur de 26 417 788 € et par ses sûretés personnelles à hauteur de 5 031 888 €.

Engagements financiers

	DONNES	RECUS
Cautions, avals, garanties concernant les filiales	1 712 278	-
Cautions, avals, garanties concernant les participations	-	-
Cautions, avals, garanties concernant les dirigeants	-	-
Cautions, avals, garanties concernant des sociétés de même enseigne	148 400	-
Effets escomptés et non échus	-	-
Marge non utilisée des crédits confirmés	500 000	500 000
Emprunts obtenus non encaissés	-	-
Autres engagements	-	-

Engagements de retraite

Les engagements de retraite résultent de l'application de la convention collective du commerce de détail à prédominance alimentaire.

Ils n'ont pas fait l'objet d'une provision comptabilisée au bilan.

Une estimation de ces engagements est donnée ci-après en retenant tous les salariés.

Les hypothèses de calcul sont les suivantes :

- départ uniforme de tous les salariés à l'âge de 62 ans, de façon volontaire ;
- calcul pour tous les salariés présents à la date de clôture de l'exercice social ;
- exclusion des dirigeants et mandataires sociaux en l'absence d'engagements formels ;
- valorisation établie à la date de clôture de l'exercice ;
- calcul effectué sur la base du salaire brut moyen mensuel ;
- évolution annuelle des rémunérations brutes : + 1.5 % (*) ;
- taux d'actualisation annuel à la clôture de l'exercice : 0.9 % (*) (**) ;
- montant déterminé avec incidence des charges sociales et fiscales (cadres : 58%, agents de maîtrise : 36%, employés : 21%) ;
- critère de turn-over du personnel : Faible ;
- table de mortalité : INSEE 2020.

(*) Le taux d'inflation et le taux d'actualisation ont été fixés en considération de l'ancienneté moyenne des salariés lors du départ à la retraite.

(**) Moyenne des trois dernières années du taux IBOXX.

Le montant des indemnités ainsi déterminé s'élève à environ..... 216 000 €

Entreprises liées

	JOUE ENERGIE	LAGEMA	LES MARCHANDIERES	JLT SUD
Participations	10 000	-	9 996	-
Créances rattachées à des participations	-	-	58 724	-
Créances diverses	-	308 512	-	469 630
Prêts	-	-	-	-
Emprunts et dettes financières divers	-	-	-	1 713 886
Produits de participation	-	-	-	-
Autres produits financiers	-	751	491	-
Charges financières	-	-	-	9 968

Filiales & participations à plus de 50 %	S.A.S. JOUE ENERGIE 37 300 JOUE LES TOURS R.C.S. TOURS 839 062 171 S.A.S. LES MARCHANDIERES 37 300 JOUE LES TOURS R.C.S. TOURS 795 287 796	
Capital	10 000	10 000
Réserves et RAN avant affectation du résultat	- 26 453	35 187
Quote-part du capital détenu	100.00%	99.96%
Valeur brute des titres détenus	10 000	9 996
Valeur nette des titres détenus	10 000	9 996
Prêts et avances consentis	-	-
Cautions & avals donnés	-	-
Chiffre d'affaires H.T. dernier exercice	13 672 247	50 909
Résultat du dernier exercice clos	9 188	17 591
Dividendes encaissés	-	-
Date de clôture du dernier exercice clos	31/01/2022	31/01/2022

Honoraires de commissariat aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes concernent exclusivement la mission d'audit légal des comptes annuels.

JOUE DISTRIBUTION
Société par actions simplifiée au capital de 400 000 euros
Siège social : 55 Route de Monts
37300 JOUE LES TOURS
349 786 897 RCS TOURS

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 20 JUILLET 2022

Proposition de la résolution d'affectation du résultat de l'exercice clos le 31 janvier 2022

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter la perte de l'exercice clos le 31 janvier 2022 s'élevant à 40 436,23 euros de la manière suivante :

Perte de l'exercice :-40 436,23 euros

Au compte « Report à nouveau »-40 436,23 euros
 Qui est ainsi porté à -683 898,79 euros.

L'Assemblée Générale constate que les résultats de l'exercice ne permettent pas de reconstituer les capitaux propres de la Société, lesquels demeurent en conséquence inférieurs à la moitié du capital social.

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale prend acte que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

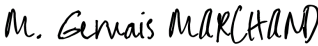
Exercice	Total des sommes distribuées	Nombre d'actions concernées	Réfaction sur les dividendes (Article 158.3.2 CGI)	
			Dividende éligible	Dividende non éligible
31/01/2019	355 000 €	1 000	1 065 €	353 935 €
31/01/2020	-	1 000	-	-
31/01/2021	-	1 000	-	-

Vote de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 20 juillet 2022.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés ayant le droit de vote.

Certifié conforme

Le Président
 M. Gervais MARCHAND

DocuSigned by:

 1A52D8A1A8A34D4...

JOUE DISTRIBUTION
SAS AU CAPITAL DE 400 000 EUROS
SIEGE SOCIAL : 55 ROUTE DE MONTS 37300 JOUE LES TOURS
R.C.S TOURS 349 786 897
SIRET : 349 786 897 00034 – NAF : 4711F

..*.*

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 janvier 2022

À l'assemblée générale de la société JOUE DISTRIBUTION,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société JOUE DISTRIBUTION relatifs à l'exercice clos le 31 janvier 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.



Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} février 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

Nous attirons votre attention sur le paragraphe « Provision et dépréciation » de l'annexe explicitant les aspects de provisionnement de l'exercice de la société JOUE DISTRIBUTION pour l'exercice clos au 31 janvier 2022.

Egalement, la note de l'annexe « Stocks » indique la méthode de valorisation des stocks de matières et de marchandises. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables retenus par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié de la méthode comptable précisée et des informations fournies dans la note de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.



Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement



s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion.
Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Orléans, le 5 juillet 2022

LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

ORCOM AUDIT



T. CLOSSET

Associé


BILAN

ACTIF	Clôture au 31/01/22 Durée 12 mois			Clôture au 31/01/21 Durée 12 mois
	B R U T	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	N E T	N E T
ACTIF IMMOBILISE	38 963 192	10 889 760	28 073 431	30 308 812
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (1)	1 158 669	109 122	1 049 546	1 060 815
CONCESS., BREVETS, DROITS SIMILAIRES	133 730	109 122	24 607	35 876
FONDS COMMERCIAL (1)	1 024 939		1 024 939	1 024 939
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	36 743 179	10 780 637	25 962 541	28 209 064
TERRAINS	2 104 639	198 290	1 906 349	1 976 317
CONSTRUCTIONS	27 786 685	7 170 080	20 616 604	22 009 074
INST TECHN, MATERIEL & OUTILLAGE	6 230 842	2 983 885	3 246 957	3 981 834
IMMOBILISATIONS CORPORELLES DIVERSES	619 949	428 381	191 567	240 775
IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS	1 062		1 062	1 062
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	1 061 343		1 061 343	1 038 932
PARTICIPATIONS	19 996		19 996	19 995
CREANCES RATTACH. A PARTICIPATIONS	58 723		58 723	98 232
TITRES IMMOBILISES DIVERS	774 601		774 601	717 599
PRETS	199 986		199 986	195 070
IMMOBILISATIONS FINANCIERES DIVERSES	8 035		8 035	8 035
ACTIF CIRCULANT	12 769 814	16 150	12 753 664	11 815 926
STOCKS ET EN-COURS	6 447 452		6 447 452	6 107 508
MATIERES PREMIERES, AUTRES APPROV.	42 632		42 632	30 256
MARCHANDISES	6 404 819		6 404 819	6 077 251
ACOMPTE VERSE SUR COMMANDES				18 607
CREANCES D'EXPLOITATION (3)	4 274 805	16 150	4 258 654	4 268 025
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	1 492 874	16 150	1 476 723	1 364 599
AUTRES CREANCES D'EXPLOITATION	2 781 931		2 781 931	2 903 426
CREANCES DIVERSES (3)	997 406		997 406	669 046
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	1 699		1 699	1 699
DISPONIBILITES	606 696		606 696	250 392
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE (3)	441 756		441 756	500 646
TOTAL GENERAL	51 733 007	10 905 911	40 827 095	42 124 739
(1) Dont droit au bail			95 000	95 000
(2) Dont à moins d'un an			1 690	3 756
(3) Dont à plus d'un an				


BILAN

PASSIF	Clôture au 31/01/22 Durée 12 mois	Clôture au 31/01/21 Durée 12 mois
CAPITAUX PROPRES	(22 637)	17 798
CAPITAL	400 000	400 000
PRIMES D'EMISSION, DE FUSION, D'APPORT	221 261	221 261
RESERVES	40 000	40 000
RESERVE LEGALE	40 000	40 000
REPORT A NOUVEAU	(643 462)	(689 773)
RESULTAT DE L'EXERCICE	(40 436)	46 311
<i>RAPPEL CAPITAUX PROPRES</i>	<i>(22 637)</i>	<i>17 798</i>
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	621 867	413 114
PROVISIONS POUR RISQUES	621 867	413 114
DETTES (1)	40 227 866	41 693 826
DETTES FINANCIERES (2)	31 777 203	33 555 592
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETS DE CREDIT (2)	27 934 721	29 352 184
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS	3 842 482	4 203 408
DETTES D'EXPLOITATION	8 287 908	7 967 955
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	6 343 935	6 334 318
DETTES FISCALES ET SOCIALES	1 785 790	1 489 970
AUTRES DETTES D'EXPLOITATION	158 182	143 667
DETTES DIVERSES	158 445	166 944
DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHES	107 986	108 128
AUTRES DETTES DIVERSES	50 459	58 816
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	4 308	3 333
TOTAL GENERAL	40 827 095	42 124 739
(1) Dont à plus d'un an Dont à moins d'un an	28 335 610 11 892 255	30 614 774 11 079 052
(2) Dont concours bancaires & soldes créditeurs de banques		84 686



COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 31/01/22 Durée 12 mois	Clôture au 31/01/21 Durée 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	69 472 943	66 409 357
VENTES DE MARCHANDISES	67 466 103	64 699 147
PRODUCTION VENDUE (BIENS)	40 660	16 468
PRODUCTION VENDUE (SERVICES)	1 661 664	1 400 024
<i>MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES</i>	<i>69 168 429</i>	<i>66 115 641</i>
REPRISES SUR PROVISIONS	62 112	51 122
TRANSFERTS DE CHARGES	200 149	203 945
AUTRES PRODUITS	42 252	38 649
CHARGES D'EXPLOITATION	69 112 274	66 463 791
ACHATS DE MARCHANDISES	51 011 131	48 411 122
VARIATION DES STOCKS	(312 728)	327 178
ACHATS DE MATIERES ET AUTRES APPROVISIONNEMENTS	198 384	151 820
VARIATION DES STOCKS	(12 375)	(3 331)
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES (*)	7 923 346	7 491 308
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	789 531	679 697
SALAIRES ET TRAITEMENTS	5 536 535	5 383 330
CHARGES SOCIALES	1 504 672	1 413 606
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS	2 365 284	2 500 900
DOTATIONS AUX PROVISIONS SUR ACTIF CIRCULANT	16 142	14 840
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES	52 237	45 283
AUTRES CHARGES	40 113	48 034
RESULTAT D'EXPLOITATION	360 669	(54 433)
PRODUITS FINANCIERS	21 195	14 435
PARTICIPATIONS	18 902	13 658
VALEURS MOBILIERES ET CREANCES DE L'ACTIF IMMOBILISE	2 200	522
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES DIVERS	92	254
CHARGES FINANCIERES	344 910	347 956
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	344 910	347 956
RESULTAT FINANCIER	(323 714)	(333 520)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	36 954	(387 953)



COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 31/01/22 Durée 12 mois	Clôture au 31/01/21 Durée 12 mois
PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS EN CAPITAL		480 000 480 000
CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPERATIONS EN CAPITAL		45 734 45 734
RESULTAT EXCEPTIONNEL		434 265
PARTICIPATION DES SALARIES	77 391	
<i>Total des produits</i>	69 494 139	66 903 793
<i>Total des charges</i>	69 534 575	66 857 482
BENEFICE NET COMPTABLE		46 311
PERTE NETTE COMPTABLE	(40 436)	
* Dont crédit-bail mobilier et immobilier		
Produits financiers concernant les entreprises liées	1 243	2 281
Charges financières concernant les entreprises liées	9 968	8 760

ANNEXE

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Face à une situation d'épidémie Covid-19 de portée internationale, la Direction de la société a suivi attentivement la situation et a adapté son fonctionnement en conséquence afin de respecter les mesures sanitaires (adaptation des postes de travail et mise en application des gestes barrières...)

La pandémie de Covid-19 ne remet pas en cause la continuité d'exploitation de la société et n'entraîne aucune correction de la valeur comptable des actifs et des passifs inscrits dans les présents comptes annuels.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Aucun événement postérieur à la clôture de l'exercice, pouvant avoir un impact significatif sur les comptes, n'est connu à la date d'arrêté des comptes annuels.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

En application du règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2018-07, le bilan et le compte de résultat sont établis conformément aux dispositions légales et pratiques comptables généralement admises, et dans le respect des principes comptables fondamentaux : prudence, continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables et indépendance des exercices.

Les principales méthodes comptables utilisées sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles

Les logiciels informatiques sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. Les amortissements sont calculés sur une durée de 1 à 5 ans.

Le fonds commercial est inscrit pour sa valeur d'apport suite à la fusion ; il n'a pas fait l'objet d'amortissement n'ayant pas de durée de vie limitée.

En application des dispositions du règlement A.N.C. n° 2015-06, un test de dépréciation a été mené sur la valeur du fonds commercial : aucune dépréciation n'a été détectée sur cette valeur, sa valeur actuelle étant supérieure à sa valeur nette comptable.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés suivant les modes linéaire et dégressif, en fonction de la durée d'utilisation prévue, et en accord avec les pratiques professionnelles du secteur d'activité suivantes :

- Agencements des terrains : 5 à 25 ans

- Matériel d'exploitation :

3 à 15 ans

- Constructions :	10 à 25 ans	- Matériel de transport :	5 ans
- Agencements des constructions :	5 à 15 ans	- Matériel de bureau :	3 à 10 ans
- Agencements divers :	5 à 10 ans	- Mobilier de bureau :	3 à 10 ans

Compte tenu de l'absence d'écart significatif avec la dépréciation des immobilisations, l'amortissement dégressif n'a pas fait l'objet d'un retraitement en mode dérogatoire.

L'absence de visibilité sur les cessions de biens conduit à ne pas prendre en compte leurs valeurs résiduelles dans la base de calcul des amortissements.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur actuelle (vénale ou d'usage) est inférieure à la valeur nette comptable.

Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est comptabilisée du montant de la différence.

Stocks

Les stocks sont évalués au dernier prix de revient connu.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Pour les créances, une dépréciation est comptabilisée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

NOTES RELATIVES A CERTAINS POSTES DU BILAN

Capital

Le capital social se compose de 1 000 actions de 400 euros.

Fonds commercial

* Valeur d'apport de la S.A. ALOUETTE DISTRIBUTION	Fusion le 01.10.1997	929 939
* Droit au bail Drive	Acquisition le 14.02.2011	95 000
		1 024 939

Immobilisations	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	1 153 815	4 855		1 158 670
Immobilisations corporelles	36 640 541	102 638		36 743 179
Immobilisations financières - titres	737 594	57 003		794 597
Immobilisations financières - créances	301 338	8 673	43 265	266 746
	38 833 289	173 169	43 265	38 963 192

Amortissements	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	92 999	16 124		109 123
Immobilisations corporelles	8 431 477	2 349 160		10 780 637
	8 524 476	2 365 284 (*)		10 889 760
(*) Dont dotation :				
. linéaire		2 036 466		
. dégressive		328 818		
. exceptionnelle				

Provisions et dépréciations	DEBUT EXERCICE	DOTATIONS	REPRISES	FIN EXERCICE
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
Provisions pour risques et charges (1)	413 114	254 036	45 283	621 867
Dépréciations de l'actif immobilisé				
Dépréciations de l'actif circulant	16 838	16 142	16 829	16 151
	429 952	270 178 (*)	62 112 (*)	638 018
(*) Dont :				
. exploitation		68 379	62 112	
. financier				
. exceptionnel		201 799		

(1) La reprise sur provision pour risques et charges se ventile comme suit :

- montants repris parce qu'utilisés :	45 283
- montants repris parce que devenus sans objet :	-

Les provisions pour risques et charges correspondent :

- à un litige de la société coopérative nationale, à laquelle appartient la société, qui a été assignée par le ministre de l'économie et des finances devant le tribunal de Commerce de Paris, en vue d'obtenir la restitution de remises additionnelles perçues auprès des fournisseurs pour le compte de ses coopérateurs. La quote-part de remises additionnelles susceptible d'être reversées par la société s'élève à 100 k€. En mai 2021, le tribunal de commerce de Paris a débouté le ministre de l'Economie et

des Finances de toutes ses demandes mais ce dernier a fait appel. La provision pour risques et charges est donc maintenue ;

- à des réductions sur ventes accordées aux clients sur l'exercice et non utilisées à la clôture de l'exercice ; ces réductions sur ventes sont valorisées au coût de revient de l'avantage accordé et s'élèvent à 52 k€ ;
- au risque de non imputation sur l'impôt sur les bénéfices dans les 5 ans, de réductions d'impôts mécénat à hauteur de 470 k€.

Biens pris en crédit-bail**Néant****Créances : état des échéances**

	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	A PLUS D'UN AN
Créances de l'actif immobilisé	266 746	1 690	265 056
Acomptes versés sur commandes			
Créances d'exploitation	4 274 805	4 274 805	
Créances diverses	997 406	997 406	
Charges constatées d'avance	441 756	441 756	
	5 980 714	5 715 658	265 056

Dettes : état des échéances

	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	DE UN A CINQ ANS	A PLUS DE CINQ ANS
Concours bancaires courants (*)	16 934	16 934		
Emprunts bancaires (1)	27 917 787	3 418 753	11 637 866	12 861 168
Emprunts & dettes financières divers (2)	3 842 483	5 906	3 836 577	
Avances, acompte reçus sur commandes				
Dettes d'exploitation	8 287 908	8 287 908		
Dettes diverses	158 446	158 446		
Produits constatés d'avance	4 308	4 308		
	40 227 867	11 892 256	15 474 443	12 861 168

(*) Y compris intérêts courus sur emprunts bancaires 16 934

(1) Emprunts auprès des établissements de crédit souscrits en cours d'exercice 1 500 000

(1) Emprunts auprès des établissements de crédit remboursés en cours d'exercice 2 828 352

(2) Dont dettes souscrites auprès des associés personnes physiques et morales 3 824 903

Comptes rattachés et comptes de régularisation

Les charges à payer, produits à recevoir, charges et produits constatés d'avance ne nécessitent pas d'informations particulières.

Valeurs mobilières de placement

- Plus-value latente au début de l'exercice	-
- Plus-value latente à la fin de l'exercice	-

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**Chiffre d'affaires**

Il provient de l'exploitation d'un hypermarché, et de ventes sur internet à emporter et se ventile de la façon suivante :

	<u>Hypermarché</u>	<u>Drive</u>	<u>Express</u>	<u>Total</u>
- Ventes de marchandises	44 688 733	14 966 054	7 811 316	67 466 104
- Production vendue (biens)	30 921	9 740	-	40 661
- Production vendue (services)	1 100 457	442 782	118 425	1 661 665
	45 820 111	15 418 576	7 929 741	69 168 428

Il est réalisé exclusivement en France.

Ventilation de l'effectif moyen

L'effectif moyen correspond à la moyenne arithmétique des effectifs à la fin de chaque mois de l'exercice comptable. Les salariés employés à temps partiel sont « proratisés » et le personnel intérimaire n'est pas pris en compte. Les salariés à prendre en compte sont ceux définis à l'article L 130-1 du code de sécurité sociale.

Il se décompose ainsi :

- Cadres	13
- Agents de maîtrise	26
- Employés	181
	220

Rémunérations des dirigeants

Aucune rémunération n'est allouée aux mandataires sociaux.

Résultat exceptionnel**Néant****Participation des salariés**

Dans ce poste, figurent les sommes comptabilisées au titre de :

- La participation des salariés (ordonnance du 21/10/1986)	-
- L'intéressement des salariés (loi du 07/11/1990)	77 391
	77 391

Taux de l'impôt sur les bénéfices**Néant****Intégration fiscale**

A compter du 1^{er} février 2017, la société fait partie du groupe d'intégration fiscale de la société mère JLT SUD.
La charge d'impôt comptabilisée est égale à celle qu'elle aurait supportée en l'absence d'intégration fiscale.

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices**Néant****Situation fiscale latente**

Impôt sur les sociétés payé d'avance provenant des décalages dans le temps entre le régime fiscal et le traitement comptable de produits ou de charges :

- Situation au début de l'exercice (au taux de 26.5 %)	1 145
- Situation à la fin de l'exercice (au taux de 25.0 %)	1 588

La société dispose d'un déficit fiscal reportable de 2 602 562 €.

AUTRES INFORMATIONS**Dettes garanties par des sûretés réelles et personnelles**

L'ensemble des emprunts à moyen ou long terme contractés auprès d'établissements de crédit est garanti par des sûretés réelles (nantissement du fonds de commerce, privilège de prêteur de deniers, mandat d'hypothéquer à première demande) à hauteur de 26 417 788 € et par ses sûretés personnelles à hauteur de 5 031 888 €.

Engagements financiers

	DONNES	RECUS
Cautions, avals, garanties concernant les filiales	1 712 278	-
Cautions, avals, garanties concernant les participations	-	-
Cautions, avals, garanties concernant les dirigeants	-	-
Cautions, avals, garanties concernant des sociétés de même enseigne	148 400	-
Effets escomptés et non échus	-	-
Marge non utilisée des crédits confirmés	500 000	500 000
Emprunts obtenus non encaissés	-	-
Autres engagements	-	-

Engagements de retraite

Les engagements de retraite résultent de l'application de la convention collective du commerce de détail à prédominance alimentaire.

Ils n'ont pas fait l'objet d'une provision comptabilisée au bilan.

Une estimation de ces engagements est donnée ci-après en retenant tous les salariés.

Les hypothèses de calcul sont les suivantes :

- départ uniforme de tous les salariés à l'âge de 62 ans, de façon volontaire ;
- calcul pour tous les salariés présents à la date de clôture de l'exercice social ;
- exclusion des dirigeants et mandataires sociaux en l'absence d'engagements formels ;
- valorisation établie à la date de clôture de l'exercice ;
- calcul effectué sur la base du salaire brut moyen mensuel ;
- évolution annuelle des rémunérations brutes : + 1.5 % (*) ;
- taux d'actualisation annuel à la clôture de l'exercice : 0.9 % (*) (**) ;
- montant déterminé avec incidence des charges sociales et fiscales (cadres : 58%, agents de maîtrise : 36%, employés : 21%) ;
- critère de turn-over du personnel : Faible ;
- table de mortalité : INSEE 2020.

(*) Le taux d'inflation et le taux d'actualisation ont été fixés en considération de l'ancienneté moyenne des salariés lors du départ à la retraite.

(**) Moyenne des trois dernières années du taux IBOXX.

Le montant des indemnités ainsi déterminé s'élève à environ..... 216 000 €

Entreprises liées

	JOUE ENERGIE	LAGEMA	LES MARCHANDIERES	JLT SUD
Participations	10 000	-	9 996	-
Créances rattachées à des participations	-	-	58 724	-
Créances diverses	-	308 512	-	469 630
Prêts	-	-	-	-
Emprunts et dettes financières divers	-	-	-	1 713 886
Produits de participation	-	-	-	-
Autres produits financiers	-	751	491	-
Charges financières	-	-	-	9 968

Filiales & participations à plus de 50 %	S.A.S. JOUE ENERGIE 37 300 JOUE LES TOURS R.C.S. TOURS 839 062 171 S.A.S. LES MARCHANDIERES 37 300 JOUE LES TOURS R.C.S. TOURS 795 287 796	
Capital	10 000	10 000
Réserves et RAN avant affectation du résultat	- 26 453	35 187
Quote-part du capital détenu	100.00%	99.96%
Valeur brute des titres détenus	10 000	9 996
Valeur nette des titres détenus	10 000	9 996
Prêts et avances consentis	-	-
Cautions & avals donnés	-	-
Chiffre d'affaires H.T. dernier exercice	13 672 247	50 909
Résultat du dernier exercice clos	9 188	17 591
Dividendes encaissés	-	-
Date de clôture du dernier exercice clos	31/01/2022	31/01/2022

Honoraires de commissariat aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes concernent exclusivement la mission d'audit légal des comptes annuels.